



HAL
open science

Les pratiques familiales de vacances et de loisirs estivaux des enfants : déterminants sociologiques et économiques

Sophie Genelot

► **To cite this version:**

Sophie Genelot. Les pratiques familiales de vacances et de loisirs estivaux des enfants : déterminants sociologiques et économiques. 2000. hal-03209794

HAL Id: hal-03209794

<https://hal.science/hal-03209794>

Submitted on 28 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les Notes de l'irédu

institut de recherche sur l'économie de l'éducation

CNRS/Université de Bourgogne - 9 Av. Alain Savary - B.P. 47870 - 21078 Dijon cedex
Tél. 03.80.39.54.59 - Fax 03.80.39.54.79 - e-mail iredu@u-bourgogne.fr

00/2

Les pratiques familiales en matière de vacances et de loisirs estivaux des enfants : déterminants sociologiques et économiques

Sophie Genelot

Juillet 2000

Les analyses présentées ici sont issues de l'exploitation d'une partie des données d'une enquête menée par l'IREDU pour la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves), au cours des deux années scolaires 98/99 et 99/2000, qui a pour objet de décrire la variabilité des dépenses éducatives familiales et des pratiques qui leur sont associées.

Le dispositif d'ensemble de l'enquête a consisté à enregistrer, sur une année scolaire, les dépenses éducatives des familles au moyen de trois carnets de compte successifs. Des éléments complémentaires ont été recueillis dans un questionnaire et une fiche de renseignements associée aux carnets de comptes. C'est à partir de l'exploitation du questionnaire rempli en septembre, par les familles, que nous avons recueilli les données concernant les vacances et les loisirs de leurs enfants durant l'été. Celles-ci font l'objet de la présente note de synthèse.

Aspects méthodologiques

L'échantillon est composé de 815 familles dont 40% résident en milieu rural. Leurs 1731 enfants, scolarisés de la maternelle au lycée (les autres enfants ne sont pas pris en compte dans l'enquête), sont âgés de 2 à 22 ans, la plus grande partie d'entre eux vivent dans une famille de 2 ou 3 enfants (71,8%) ; 8,3% de ces enfants vivent dans une famille recomposée, 2,7% dans une famille monoparentale.

Les éléments recueillis à propos des vacances d'été précédant l'enquête concernent tout d'abord les départs des enfants en vacances familiales : l'ensemble des séjours effectués par chaque enfant en compagnie d'un membre au moins de sa famille a été enregistré. Nous disposons de trois informations : la durée, le type d'hébergement, le lieu du séjour.

Par ailleurs, des données concernant les activités effectuées par les enfants en dehors du cadre familial : séjours linguistiques (individuels ou collectifs), centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement, activités de perfectionnement scolaire ont été également collectées (nombre, durée, coût de revient, montant des aides éventuelles).

Le traitement de ces données s'appuie sur des méthodes statistiques de modélisation multivariée qui mesurent l'influence spécifique de différentes variables (caractéristiques socio-économiques des familles, caractéristiques des enfants) sur la probabilité de recourir à telle ou telle pratique. Ces modèles permettent donc d'identifier les principaux déterminants de ces différentes pratiques.

Les vacances en famille

Les pratiques

23% des enfants de l'échantillon n'ont effectué aucun séjour de ce type. C'est un peu inférieur aux résultats de l'enquête récente du CREDOC (27%) qui porte sur des enfants de 5 à 18 ans mais qui considère l'ensemble des séjours (y compris les accueils collectifs d'enfants non pris en compte ici). Parmi ceux qui sont partis au moins une fois, les plus nombreux sont ceux qui ont effectué deux séjours (55%), le maximum est de quatre séjours mais ceci reste très marginal (2 enfants seulement).

La durée totale des séjours estivaux varie de 2 à 70 jours, la moyenne étant de près de 30 jours (29,3 exactement contre 27 jours dans l'enquête du CREDOC déjà citée). La durée moyenne d'un séjour est de 15 jours sur l'ensemble des enfants qui sont partis au moins une fois.

Les modes d'hébergement privilégiés pour ces vacances familiales sont la maison de famille (ou maison prêtée), pour plus du tiers de l'ensemble des séjours, puis le camping et les locations respectivement pour environ 20%. Le recours à l'hôtellerie et aux centres de séjours familiaux (type VVF ou centres de comités d'entreprise) étant plus marginal.

La destination prioritaire des enfants ayant effectué au moins un séjour de vacances familiales est la mer (près de 58% des partants), puis la campagne et la montagne dans des proportions assez proches (respectivement 26,2% et 20,6% des partants), les séjours à l'étranger ne représentent que 11% de l'ensemble des séjours.

Facteurs déterminant les départs

Le modèle estimant la probabilité, pour un enfant de l'échantillon, de partir au moins une fois en vacances familiales montre que c'est le niveau de ressources financières familiales qui contribue le plus à l'explication de cette pratique, suivi des caractéristiques sociologiques des familles, alors que les deux variables individuelles relatives à l'enfant ont un impact plus marginal.

Parmi les variables ayant un impact significatif, on trouve l'âge de l'enfant (plus il est âgé, moins il a de probabilité d'effectuer un séjour de ce type : un an de plus correspond à moins 1%) et la nationalité de la mère (les enfants dont la mère est étrangère ont une probabilité plus forte (17%) que les autres d'effectuer ce type de séjour). Toutes choses égales par ailleurs également, le fait que la mère exerce une activité professionnelle (à temps plein ou à temps partiel) augmente significativement la probabilité pour ses enfants de bénéficier de vacances familiales (+6%) : dans ce cas, cette pratique correspond sans doute à une solution de garde pendant l'été dans la famille proche. Les enfants vivant dans un foyer mono-parental ont également une probabilité beaucoup plus forte de partir en vacances familiales qu'un enfant vivant avec ses deux parents (+46%) : on comprend aisément que ces enfants soient amenés à passer, dans l'été, au moins un séjour chez celui de ses deux parents avec qui il ne vit pas quotidiennement.

Le niveau de ressources financières familiales joue dans le sens attendu : plus il est élevé, plus la probabilité pour l'enfant de partir en vacances s'accroît (+ 1% pour 10 000 F de ressources annuelles). Mais à niveau de ressources donné, on constate également un effet net de la catégorie socio-professionnelle des parents : les enfants dont le père est ouvrier ont une probabilité significativement moins forte (entre -7 et -22 % selon les catégories considérées) que tous les autres de partir en vacances familiales, à l'exception des enfants dont le père est agriculteur pour lesquels cette probabilité est plus faible. Cette particularité des agriculteurs est observée indépendamment de l'impact de la zone de résidence des familles constaté par ailleurs : les enfants de milieu rural ayant une probabilité significativement un peu plus faible que les "urbains" de partir en vacances familiales (un peu moins de 1%).

Pour illustrer cet effet net de la catégorie socio-professionnelle, nous avons simulé, à partir des résultats du modèle, la probabilité respectivement obtenue par deux enfants de 10 ans dont le niveau de ressources de la famille est de 130 000 F par an, dont la mère travaille mais dont l'un est fils d'un couple de cadres supérieurs et l'autre fils d'un couple d'ouvriers : le premier a 94,3% de chances de partir en vacances familiales contre 60,4% pour le second. L'impact "socio-professionnel" net sur cette pratique est donc important, puisque dans le cas exposé ici, il est responsable d'un écart de plus de 30%.

Il s'avère donc que si le départ des enfants en vacances familiales est déterminé de façon assez importante par les capa-

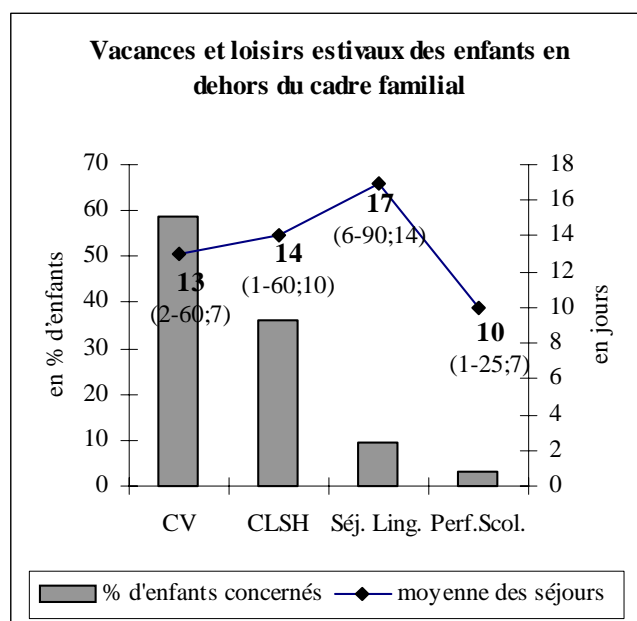
cités financières des familles, il l'est également et indépendamment, par leur composante "socio-culturelle".

Les loisirs des enfants en dehors du cadre familial

Les pratiques

Sur l'ensemble des enfants de l'échantillon, 65% d'entre eux n'ont effectué aucune activité parmi celles considérées ici, 31,4% ont participé à une d'entre elles et ils sont moins de 4% à en avoir effectué au moins deux.

Le graphique suivant présente les caractéristiques de ces séjours [% d'enfants concernés, durée des séjours : moyenne (en gras), mini-maxi et écart type (entre parenthèses)].



Parmi la population d'enfants qui a bénéficié d'au moins une activité, la majorité est constituée par les départs en centres de vacances (CV), plus du tiers par les centres de loisirs sans hébergement (CLSH), les séjours linguistiques à un peu moins de 10%, le perfectionnement scolaire étant assez marginal.

Ce sont les séjours linguistiques qui sont, en moyenne, les plus longs. Pour les centres de vacances, l'écart-type de leur durée, assez réduit, laisse penser que celle-ci est assez uniforme : les séjours de deux semaines représentent 40% de l'ensemble, les longs séjours de la colonie de vacances traditionnelle sont assez minoritaires (28 % pour trois semaines et plus), les séjours courts (une semaine ou moins) représentent quand à eux près de 32%.

Pour les CLSH, on observe une plus grande variété de leur durée, ce qui correspond sans doute à la souplesse qu'offre ce type d'accueil (inscription à la journée, voire à la demi-journée, délais d'inscriptions raccourcis...).

Analyse comparée des déterminants de la pratique de ces différentes activités

Cette analyse n'a été conduite qu'à propos de trois activités (les effectifs du perfectionnement scolaire étant trop faibles). Pour chaque modèle, l'échantillon concerné est compo-

sé à la fois des enfants non pratiquants et des enfants ayant pratiqué au moins une fois l'activité étudiée (soit au total 1 359 enfants pour le modèle "centres de loisirs", 1 497 enfants pour le modèle "centres de vacances" et 1 199 pour le modèle "séjours linguistiques".)

Variables explicatives		Centres de loisirs	Centres de vacances	Séjours linguistiques
modalité en référence				
modalité active				
Ressources financières de la famille		+ (ns)	+ (***)	+ (*)
Taille de la famille		- (ns)	+ (*)	ns
Nationalité du père	française	+ (ns)	+ (**)	ns
	étrangère			
Nationalité de la mère	française	- (ns)	- (ns)	
	étrangère			
Situation prof. de la mère	sans activité	+ (*)	+ (ns)	+ (ns)
	en activité			
Age de l'enfant		- (***)	- (ns)	+ (**)
Sexe de l'enfant	filles	+ ns	+ ns	- (*)
	garçon			
Zone géo. de résidence	urbaine	- (ns)	- (*)	- (**)
	rurale			
Catég. Socio-prof. du père	ouvrier	- (ns)	+ (ns)	+ (*)
	agriculteur			
	commerçant	- (ns)	+ (ns)	+ (ns)
	cadre, prof. libérale	- (ns)	+ (ns)	+ (ns)
	profession interm.	- (*)	+ (**)	+ (*)
	employé	+ (ns)	+ (*)	+ (ns)
Catég. Socio-prof. de la mère	ouvrière	+ (ns)	+ (ns)	- (ns)
	cadre, prof. libérale			
	prof. intermédiaire	+ (*)	+ (ns)	- (ns)
	employée	- (ns)	+ (*)	- (*)

n.s. : non significatif, * : significatif à 10%, ** : significatif à 5%, *** : significatif à 1%

Synthèse de l'impact des différentes variables sur la probabilité de pratiquer différents types d'activité

Dans un premier temps, on peut repérer des profils particuliers à ces différentes activités concernant le poids de chacun des groupes de facteurs : la pratique des centres de vacances est essentiellement déterminée par les ressources financières des familles (et par leurs caractéristiques sociologiques en second lieu).

La fréquentation des centres de loisirs est principalement déterminée par les caractéristiques personnelles des enfants (puis par celles, financières et sociologiques, de leurs familles à peu près à part égale ensuite), la participation aux séjours linguistiques principalement par les caractéristiques des familles (à part égale pour leurs capacités financières et leurs caractéristiques sociologiques), beaucoup moins par les caractéristiques personnelles des enfants.

Du point de vue de l'impact respectif des différentes variables sur la probabilité de pratiquer l'une de ces trois activités, on observe également des différences présentées de façon synthétique dans le tableau ci-dessus.

Le niveau des ressources financières de la famille n'a pas d'impact significatif sur la pratique des centres de loisirs, alors que cet effet est significativement positif, particulièrement sur la fréquentation des centres de vacances (+8,7% de probabilité pour 10 000 F de ressources annuelles), beaucoup plus faiblement sur la participation à des séjours linguistiques (+0,1% pour 10 000 F).

A niveau de ressources donné, ces différentes pratiques apparaissent également socialement différenciées : les enfants dont les parents sont employés et ceux dont le père est de profession intermédiaire ont, par exemple, une probabilité plus forte que les enfants d'ouvriers de participer à un séjour en centre de vacances.

Pour les séjours linguistiques on remarquera, notamment, la probabilité supérieure des enfants de père agriculteur d'effectuer ce type de séjours par rapport aux enfants d'ouvriers. On notera également que pour les centres de loisirs, les enfants dont le père est de profession intermédiaire ont une probabilité plus faible que les enfants d'ouvriers de les fréquenter (si les deux parents appartiennent à cette même catégorie, l'effet s'annule cependant puisque l'impact attaché à la mère est positif et à peu près de même intensité).

Un résultat plus étonnant concerne l'impact de la zone géographique de résidence : les enfants de milieu rural ont une probabilité plus faible de participer à un séjour linguistique ou de centre de vacances que les "urbains" (environ - 6%). A propos de ces deux activités, on ne peut guère invoquer une interprétation en terme d'offre : il n'y a pas moins d'offre de ce type de séjours en milieu rural¹, il faut donc conclure que les

¹ Ce qui par contre pourrait être le cas pour les CLSH mais on n'observe pas d'impact significatif de la variable "milieu rural" sur cette pratique.

familles rurales, toutes choses égales par ailleurs, ont une propension significative à envoyer moins fréquemment leurs enfants que les familles urbaines dans des séjours de vacances "lointains".

Il s'avère également que les enfants dont **la mère exerce une activité professionnelle** ont une probabilité plus forte que ceux dont la mère est au foyer de fréquenter les CLSH (+7,3%). Cette variable n'ayant pas d'impact significatif dans les deux autres modèles, ce type d'accueil apparaît donc être utilisé par les familles comme un moyen de garde, davantage que les autres types de séjours.

Cette interprétation est renforcée par le fait que les centres de loisirs accueillent significativement les enfants les plus jeunes (+ 1 an d'âge correspond à -2,2% de probabilité de fréquentation), contrairement aux séjours linguistiques dont la fréquentation augmente avec l'âge des enfants (+ 0,2% pour 1 an), celle des centres de vacances n'étant pas influencée de façon significative par cette variable.

Ceux qui "ne partent pas"

Au terme de cette étude, il semblait également intéressant d'estimer un modèle expliquant la probabilité, pour un enfant de l'échantillon, de ne bénéficier ni de vacances familiales, ni d'activités de loisirs ou de vacances en dehors du cadre familial : ils représentent 16,2% du total des 1731 enfants. Ici, le modèle qui intègre le niveau d'études des parents plutôt que leur catégorie socio-professionnelle, présente le pouvoir explicatif le plus important.

Il apparaît, sans surprise, que ce sont les enfants dont la famille dispose des ressources financières les plus faibles qui ont la probabilité la plus forte ne pas bénéficier de vacances ou de loisirs (-1,3% par tranche de 10 000 F de ressources annuelles).

Cependant, à niveau de ressources financières donné, le niveau d'études des parents exerce également un impact significatif : plus il est faible, moins les enfants ont de chances de participer à une activité de vacances ou de loisirs. Il en va de même pour les enfants dont la mère est au foyer (-8,3%) et pour les enfants les plus âgés (-0,5% par année).

A l'inverse et toutes choses égales par ailleurs, les enfants dont le père est de nationalité étrangère ont une probabilité plus forte que ceux dont le père est français de participer à une activité pendant l'été (+16,6%), de même que les enfants vivant dans une famille mono-parentale (+20,1%) par rapport à ceux qui vivent avec leurs deux parents.

Enfin, les enfants vivant en milieu rural ont une probabilité supérieure de près de 9% à celle des "urbains" de ne pas bénéficier d'activités de vacances ou de loisirs pendant l'été. A ce sujet, il semble, au regard des analyses qui ont précédé, que ce phénomène ne soit pas lié à un problème d'offre mais bien relever d'une certaine spécificité des habitants des milieux ruraux. Les résultats du modèle intégrant les catégories socio-professionnelles montrent, par ailleurs, que l'effet "milieu rural" ici observé ne peut se réduire à un effet "agriculteurs" ; car si dans ce modèle, cette variable présente un impact significativement positif (+ 30% par rapport aux enfants d'ouvriers), la variable "milieu rural" également (+ 7,6%) : il y aurait donc bien là une spécificité des "ruraux".

Pour pouvoir disposer d'une analyse plus complète des pratiques familiales en matière de loisirs et de vacances, il conviendra d'y adjoindre par la suite les éléments recueillis dans les différents carnets de compte mesurant l'ensemble des dépenses consacrées, à l'année, par les familles dans ce domaine (activités sportives et culturelles régulières et ponctuelles, petites vacances scolaires ...).

D'ores et déjà cependant, cette analyse conduite sur les activités estivales montre qu'au-delà du pouvoir économique des familles souvent invoqué comme facteur déterminant ce type de pratiques, un certain nombre de facteurs ont également un impact non négligeable qui nous renseigne sur la façon dont les familles utilisent ou non l'offre qui leur est faite. Il convient notamment de souligner combien, à niveau de ressources financières donné, on observe des déterminations "socio-culturelles" et spatiales assez marquées de ces pratiques.

Pour des résultats plus détaillés :

Genelot S., (2000), *Les dépenses et pratiques éducatives familiales : rapport intermédiaire*, Rapport pour la FCPE, 105 p. Diffusion : FCPE, 108-110 Av Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 11

Bibliographie :

Donnat O., (1998), *Les pratiques culturelles des français. Enquête 1997*. Paris : La Documentation Française, 359 p.

Hatchuel G., (2000), "Plus d'un quart des enfants de 5 à 18 ans ne partent pas en vacances d'été". *Consommations et modes de vie* (CREDOC), n°140, 4 p.

Périer P., (1997), "Les vacances familiales sans départ". *Recherches et prévisions* (CNAF), n°47

Rappel des dernières Notes

Les Notes de l'Irédu sont téléchargeables en format PDF sur notre site : <http://www.u-bourgogne.fr/IREDU>

00/1 Lecture-écriture au cycle II : évaluation d'une démarche innovante

99/2 La démocratisation de l'enseignement "revisitée" : une mise en perspective historique et internationale

"Les Notes de l'Irédu" est une collection à parution irrégulière pour laquelle nous privilégions la diffusion électronique. Toutefois, chaque numéro peut être obtenu contre 6 F en timbres auprès du service documentation de l'Irédu - ISSN 1265-0889